

■ Quelque 500 manifestants hier à Angoulême ■ L'intersyndicale CGT, FO, Solidaires avait appelé les fonctionnaires à une journée de grève ■ Salaires et réforme du collège étaient au cœur des revendications.

Le ras-le-bol des fonctionnaires

Myriam HASSOUN
mh.hassoun@charentelibre.fr

Cinq cents manifestants selon la police. Huit cents au cœur du cortège d'après les syndicats. Hier, suite à l'appel national de Force ouvrière, de la CGT et de Solidaires, les fonctionnaires faisaient grève et quelques centaines d'entre eux ont bravé la grille pour défilier à Angoulême, entre la place de la Bussatte et la préfecture. Dans le cortège, des enseignants et des agents hospitaliers, du conseil départemental de la Charente, de La Poste et des finances publiques. Des pancartes: «La fonction publique assignée à la résistance» ou «Solidaires des Good Year». Et dans les discours, lassitude et inquiétude. En particulier concernant le pouvoir d'achat.

Indice gelé depuis 2010

Préférant rester discret, cet agent territorial, qui élève seul son enfant, témoigne. Fonctionnaire de catégorie C depuis 1999 dans une collectivité, il gagne aujourd'hui 1 550 euros nets: «Nos salaires sont gelés depuis cinq ans, mais le coût de la vie, lui, ne cesse d'augmenter.» De fait, hier, la première des revendications des grévistes concernait la revalorisation des traitements. Depuis 2010, le point d'indice servant à calculer le salaire des fonctionnaires est gelé. «Entre 2010 et 2016, les fonctionnaires ont perdu 8% de leur



La Charente compte environ 23 000 fonctionnaires. Hier, environ 500 d'entre eux défilaient dans les rues d'Angoulême contre la réforme du collège et pour une revalorisation des salaires.

pouvoir d'achat», assure ainsi Olivier Brunaud, secrétaire adjoint de l'union départementale de FO. «Avec la réforme des retraites, à chaque mois de janvier, la cotisation augmente et nos salaires baissent, calcule quant à lui Raymond Boulay, secrétaire de la CGT au conseil départemental. Aujourd'hui, quel qu'un qui entre dans la fonction publique tout en bas de l'échelle de la catégorie C gagne moins que le Smic. C'est par un jeu de primes qu'il gagne le salaire minimum.» En plus des salaires, d'autres inquiétudes s'exprimaient hier. «On se prend les politiques d'austérité tous azimuts. Il n'y a

plus de sous pour rien. Du coup, on perd le sens de ce qu'on fait, de nos missions de service public», souligne Audrey Goyat, infirmière au centre hospitalier spécialisé Camille-Claudel à La Couronne, secrétaire adjointe du syndicat SUD Santé Sociaux.

Les enseignants contre la réforme

À l'hôpital, comme dans les finances publiques et à La Poste, les syndicats tirent la sonnette d'alarme. «La situation est explosive, promet Thierry Solas, de FO Finances publiques. On s'inquiète pour l'avenir des trésoriers

de Saint-Claud, Chabanais et Chassenneuil. Les agents sont démoralisés, le nombre de dépressions nerveuses explose.» Les enseignants s'étaient joints au cortège. Selon le rectorat, 25% des professeurs de collège charentais s'étaient déclarés grévistes. Seulement 5,92% des personnels de l'Éducation nationale du département ont cependant fait grève. La réforme du collège comptait parmi les revendications phares des manifestants. «Cette réforme ne résoudra pas l'échec scolaire, martèle Alain Héraud, co-secrétaire académique du Snes-FSU. Elle représente une augmentation de charge de travail pour les ensei-

Photo Majid Bouzzit

On s'inquiète pour l'avenir des trésoreries de Saint-Claud, Chabanais et Chassenneuil.

gnants. On demande le retrait pur et simple de cette réforme.» Hier, c'était la quatrième grève des professeurs contre cette réforme.

Elaine Sanchis, 30 ans, professeure

« On ne se sent pas valorisé



Professeure titulaire depuis deux ans au collège Félix-Gaillard de Cognac, Elaine Sanchis gagne 1 700 euros nets par mois. «Pendant cinq ans j'ai été contractuelle à 1 200 euros pour le même travail», raconte-t-elle. Forcément, dans la vie de tous les jours, c'est compliqué. Avec le gel du point d'indice mais l'augmentation des cotisations retraite, elle a calculé que son salaire avait perdu 20 euros depuis le mois de janvier. «J'ai fait cinq ans d'études et quand je vois ce que gagnent mes copains de même niveau mais qui ont fait des écoles d'ingénieurs, je me dis qu'on n'est vraiment pas valorisé.» Cette professeure de lettres classiques a également tenu à faire grève pour protester contre la réforme des collèges. «Cette réforme va empêcher les élèves de faire du latin parce qu'on va perdre des heures disciplinaires. Je suis directement menacée dans ma matière et je me bats pour qu'on ne sacrifie pas une génération d'élèves.»

Jean-Luc Boizard, 52 ans, ouvrier

« Une impression de bagarre au quotidien



Jean-Luc Boizard est ouvrier professionnel qualifié à l'Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) Habrioux d'Aigre. Après dix-sept ans d'ancienneté, il gagne 1 350 euros nets par mois. «Cela fait cinq ans que nos salaires n'augmentent pas et tous les ans, on perd du pouvoir d'achat», décrit le secrétaire adjoint du bureau syndical FO de l'Ehpad. Il raconte creuser son découvert bancaire au fur et à mesure de l'année jusqu'à arriver à ne pas pouvoir payer ses impôts locaux. «J'attends que tombe la prime de fin d'année, environ 1 200 euros, pour pouvoir payer et ne pas être interdit bancaire. Mais à chaque fois, je paie la pénalité de 10%.» Divorcé et père de deux filles, Jean-Luc Boizard dit compter chaque dépense, rogner sur chaque sortie. «Je fais gaffe à tout. Cela donne une impression de bagarre au quotidien.»

(Photos CL)

Sophia Dupuis, 45 ans, assistante sociale

« On n'est pas des privilégiés



Sophia Dupuis travaille pour le conseil départemental comme assistante sociale à la Maison des solidarités de Ruffec depuis 2004. Fonctionnaire de catégorie B, elle gagne 2 200 euros nets par mois. «Je suis là non seulement pour répondre à l'appel national, mais aussi parce qu'au Département, on est directement impacté par l'austérité budgétaire», affirme-t-elle. Hier, les agents grévistes du conseil départemental ont d'ailleurs été reçus par François Bonneau, président du Département. «On est dans un flou total, le Département n'est pas clair dans sa réorganisation des services. On a voulu dire à M. Bonneau qu'aujourd'hui, ce n'était qu'un début, raconte Sophia Dupuis, elle-même membre de la commission exécutive du bureau de la CGT. On est loin d'être des privilégiés, assure-t-elle encore. Autour de nous, on voit de nombreux agents pauvres, certains collègues n'ont parfois même pas assez d'essence pour aller travailler.»